



Ministère de la Communication

A l'occasion de la Journée nationale de la presse, le ministère de la Communication organisera, sous le patronage du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, le 22 octobre prochain, la cérémonie de remise des prix aux lauréats de la 2^e édition du prix du journaliste professionnel du président de la République.

● Le ministre de la Communication procédera, en outre, en compagnie du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, à la baptisation d'un amphithéâtre à l'Ecole nationale supérieure de journalisme et des sciences de l'information du nom du défunt directeur d'El Moudjahid, Nouredine Naït-Mazi.

● Le ministre de la Communication, Hamid Grine, animera, le 22 octobre à 10h, une conférence-débat au centre de presse du quotidien El Moudjahid.

SOUS-TRAITANCE

L'Algérie peut s'ouvrir et participer à l'industrie aéronautique à l'international

Les compétences algériennes dans les domaines scientifique et industrielle du secteur mécanique et aéronautique se sont rencontrées mardi dernier à l'occasion d'une conférence internationale organisée par l'Université Saïd-Dahleb Bidaï à l'hôtel Mazfran à Zénaga. Les participants sont appelés à se concerter deux jours durant pour faire déboucher la rencontre sur des recommandations de nature à relancer le secteur.

Cette rencontre est l'occasion, selon les organisateurs, de faire participer les compétences algériennes exerçant à travers les universités et les entreprises du monde pour booster l'économie nationale. «Notre ambition industrielle est de construire ensemble des partenariats gagnants-gagnants passant par la mobilisation des capacités et des talents disponibles et mobilisables dans les différents domaines de compétence ciblés», a déclaré Abdesslem Bouchouareb, ministre de l'Industrie et des Mines, dans un message lu par M^{me} Mokraoui Hassiba, chargée de la veille stratégique au même ministère. Pour le ministre, la relation université-entreprise est essentielle pour concrétiser une nouvelle phase de coopération entre les chercheurs et les

industriels, mais les efforts doivent être mieux orientés. «L'Algérie a décidé d'entreprendre la relance de ses industries et a retenu une démarche qui s'inscrit dans le cadre du savoir, de l'innovation, du transfert et de la maîtrise de la technologie. Nous avons cette intime conviction que la réussite de cette politique est à notre portée, car notre pays regorge de ressources humaines et naturelles», a souligné Bouchouareb. Lors de conférences plénières, Bachir Dehimi, président de la SGP Equipag et responsable à la Coopération industrielle et technologique algéro-française, a soutenu que son groupe mécanique a un rôle à jouer dans le développement de la filière aéronautique en Algérie. Il donne l'exemple de l'entreprise industrielle de fabrication de matériel agricole AGM Spa qui active en partenariat avec des entreprises de renommée internationale avec un taux d'intégration qui a atteint les 75%. Bachir Dehimi explique que le grou-



Ph: S. Boumezaia

pe comprend quatre autres filiales, à savoir CMA, ETRAG, PMAT et MAQI ainsi que des joint-ventures avec des partenaires étrangers comme Massey Ferguson ou Galucho. Evoquant la fabrication des tracteurs agricoles fabriqués à Constantine, Bachir Dehimi affirme que c'est un produit fortement intégré tout comme les missions-bat-

teuses. «Aucun constructeur dans le monde ne vous donne son label si vous n'avez pas les capacités technologiques et le savoir-faire», fait remarquer le président de la SGP Equipag, qui appelle les entreprises algériennes à s'impliquer sans complexe dans le secteur de la sous-traitance avec des partenaires étrangers. Pour sa part, le P Djeghal, de l'Ecole polytechnique, estime que le développement de l'industrie aéronautique est tributaire du développement du secteur mécanique.

■ M. Benkaddada

EL MOUDJAHID

SAMEDI 22 OCTOBRE À 18H AU CLUB-DES-PINS
**Prix du Président de la République
du journaliste professionnel**

À l'occasion de la célébration de la Journée nationale de la presse, le ministère de la Communication organise, sous le haut patronage de Son Excellence, le Président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika, la deuxième édition du Prix du journaliste professionnel du Président de la République.



Le prix, qui a invité les journalistes algériens autour du thème «La femme algérienne, acteur majeur du développement économique et social», fera connaître ses lauréats, à l'occasion d'une cérémonie organisée au soir du 22 octobre 2016. Dans la même journée, le ministre de la Communication, M. Hamid Grine, procèdera, en compagnie du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, M. Tahar Hadjar, à la baptismation d'un amphithéâtre du nom du défunt moudjahid, directeur du journal *El Moudjahid*, M. Noureddine Naït Mazi, et cela à l'École nationale supérieure du journalisme et des sciences de l'information.

La Journée nationale de la presse, qui en est à sa troisième édition, sera célébrée dans l'ensemble des 48 wilayas.

SAMEDI 22 OCTOBRE À 11H À LA BIBLIOTHÈQUE NATIONALE- EL-HAMMA

Les étudiants palestiniens honorés

L'ambassade de Palestine organise, samedi 22 octobre à 11h, à la Bibliothèque nationale, une cérémonie en l'honneur des étudiants et des diplômés palestiniens.

ON VOUS LE DIT

Des ingénieurs d'Etat en appellent à Tahar Hadjar

Des ingénieurs d'Etat, toutes spécialités confondues, issus de plusieurs wilayas, ayant pris part à un concours d'accès au master 2, organisé récemment par l'université d'Oum El Bouaghi, dénoncent vivement la manière avec laquelle les responsables de cette université tentent de les écarter et de les priver d'étudier dans le système LMD, selon leurs propos. Ces derniers, qui ont usé de tous les recours, affirment qu'ils ont été reçus au concours avec les meilleures moyennes, occupant des places méritoires, comme en témoigne leur classement parmi les postulants. *«Après l'affichage des résultats, nous avons été surpris d'apprendre que nous avons été exclus sous prétexte que nous sommes des travailleurs assurés, alors que cette mesure est en violation des lois qui autorisent tout diplômé universitaire de poursuivre des études à l'université, même s'il est employé»*, déclarent-ils. Les plaignants en appellent au ministre de l'Enseignement supérieur, Tahar Hadjar, espérant une intervention de sa part pour les rétablir dans leurs droits face à ce qu'ils qualifient de «flagrante injustice».

«POUR LES FEMMES ET LA SCIENCE AU MAGHREB»

Une chercheuse algérienne primée

Envoyée spéciale à Casablanca (Maroc)
Zhor Hadjam

Lydia Benkaïdali, une jeune chercheuse algérienne, a été récompensée par l'Unesco et la fondation L'Oréal pour une recherche axée sur la «Biologie computationnelle/ Modélisation moléculaire». Doté d'une bourse de 10 000 euros, le prix «Pour les femmes et la Science Maghreb 2016» ouvre de bonnes perspectives à la jeune spécialisée en chimie-physique et théorique, dont le rêve est de continuer à faire avancer la science dans son domaine, lié notamment à la recherche pharmaceutique, et contribuer à aider les femmes chercheuses algériennes à percer dans ce domaine réputé ardu. Lydia Benkaïdali a été récompensée lors d'une cérémonie organisée à Casablanca, au Maroc, au même titre que quatre autres jeunes chercheuses maghrébines, deux Marocaines, Necha Senhadji et Kaoutar Bentaybi (médecine), et deux Tunisiennes, Safa Souilem, (technologie) et Rym Bensallem (biologie), qui ont été sélectionnées parmi 280 jeunes femmes qui ont postulé à la bourse offerte chaque année par la fondation L'Oréal et l'Unesco à des dizaines de jeunes femmes scientifiques à travers le monde pour encourager les jeunes filles à persévérer dans ce créneau trop souvent investi par les hommes au détriment de la gent féminine. Lors de la cérémonie de remise des distinctions organisée il y a quelques jours, les jeunes lauréates, toutes doctorantes, ont fait part de leur émotion mais aussi de leur détermination à poursuivre leurs travaux, pour faire avancer la recherche dans leurs domaines respectifs, dont notamment des recherches pour améliorer les traitements du cancer. Les deux chercheuses marocaines se sont distinguées en effet par des recherches sur «les facteurs moléculaires impliqués dans la prolifération cellulaire, la mort cellulaire, la métastase, et dans la résistance aux médicaments», ainsi que «la recherche sur des virus antibactériens en tant que vecteur pour l'immunothérapie qui cible les tumeurs métastasées du cancer du sein qui se sont propagées au cerveau». Pour sa part, la jeune Algérienne, Lydia Benkaïdali, qui travaille sur un meilleur ciblage des traitements en diminuant les effets secondaires des médicaments, a dit sa volonté de développer à court terme «l'outil de prédiction du métabolisme des médicaments vers



un produit utilisable par l'industrie». Elle aspire également à ce que son travail serve à la conception de nouveaux médicaments pour le bien-être des malades et l'avancée de la santé. La jeune chercheuse souligne par ailleurs que «dans le domaine des sciences, les femmes sont particulièrement peu nombreuses à cause de préjugés et de stéréotypes». Pour Lydia Benkaïdali, «les femmes sont associées aux sciences humaines plutôt qu'aux sciences dures, et il y a par ailleurs l'autocensure des femmes qui, elles mêmes, ont tendance à croire qu'une carrière scientifique est plus adaptée aux hommes, plus prêts à faire un sacrifice familial». Il est à noter que l'Unesco et la fondation L'Oréal mènent chaque année depuis 18 ans le programme «For Women In Science», qui encourage des femmes scientifiques du monde entier, dont les recherches contribuent à faire avancer la science. Un partenariat établi dans le but de soutenir des femmes scientifiques à différents moments de leur carrière, et de mettre en lumière l'absence de parité hommes-femmes, au sein de la communauté scientifique, non seulement en récompensant et en aidant des chercheuses en activité, mais aussi en veillant à ce que ces femmes puissent devenir des modèles pour les jeunes filles. En donnant à la science un visage plus féminin, le programme entend encourager les jeunes femmes d'aujourd'hui à devenir les chercheuses de demain.

Z. H.

VIA LA TÉLÉ

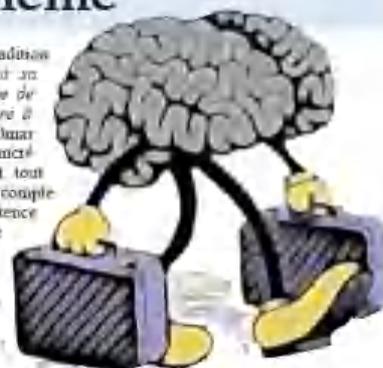
Par A. Merul

L'intelligentsia algérienne face à elle-même

C'est paru tout récemment dans la presse dans un entrefilet - près de 80% de nos étudiants envoyés à l'étranger ne reviennent pas. Un chiffre énorme qui démontre toute la difficulté du pays à conserver son élite. Si le gouvernement algérien assure la formation de base qui est très coûteuse, il se retrouve au final complètement en déficit du potentiel intellectuel lorsque celui arrive à maturité. Ce phénomène qui entre dans le concept de ce qu'on appelle communément la fuite des cerveaux, ne date pas d'aujourd'hui, et a été dénoncé à maintes reprises pour les conséquences désastreuses qu'il induit sur l'économie et sur le développement de la recherche universitaire tellement indispensable à l'émancipation de la société. Même si on reconnaît dans l'absolu que c'est l'élite qui doit être aux avant-gardes du développement, que c'est elle qui est intrinsèquement prédisposée à l'idée et la réflexion pour tirer par le haut la promotion de la société, on ne fait rien, ou alors rarement, pour rendre productive cette doctrine. Résultat : à force d'être déconsidéré, le potentiel intellectuel algérien finit progressivement par se déliter. Il semble, selon des statistiques non officielles, que c'est depuis le règne de Bouteflika que cette « désagrégation » de l'élite s'est amplifiée pour atteindre, de nos jours, les proportions les plus scandaleuses. On dit même que ce pouvoir a fait fur trois fois plus d'Algériens vers l'étranger que ne l'a fait le teneur intégriste de la décennie noire, parmi lesquels un nombre incalculable de cadres universitaires, de médecins, d'informaticiens et d'artistes de talent qui ont trouvé leur place ailleurs, et surtout un environnement favorable à leur quête d'affranchissement et leurs besoins de reconnaissance. Si cependant les départs

massifs provoqués par le terrorisme aveuglé ont eu pour origine le réflexe légitime de succomber au phénomène de la peur et donc de partir, avec comme seul objectif sauver sa peau en laissant derrière soi toute une vie trempée dans ses émotions douloureuses, il reste qu'une bonne part de cette fuite des cerveaux a été volontairement programmée pour échapper à une sorte de crise existentielle où les rapports de la société avec l'élite intellectuelle restent ambigus et fœnicement portés sur l'exclusion et le déni d'expression pour cette dernière. Comment donc s'exprimer quand il y a toute une barrière rigide d'incompréhension qui empêche l'intelligence et le savoir d'être les éléments dominants dans le concert du développement scientifique et culturel. Pour certains sociologues, qui ont l'habitude d'analyser les spécificités de la société algérienne à travers son pouvoir politique totalitaire et son intelligentsia, c'est souvent après avoir longtemps résisté au système de la marginalisation et du mépris que nombre de nos intellectuels ont fini par se désengager en choisissant l'exil pour continuer d'exister et faire fonctionner à peu près normalement leurs esprits au service de la recherche scientifique et du progrès humanitaire. Le cas de l'universitaire et économiste de renom Omar Akrouf, qui vient de signer sa résignation à ne plus s'impliquer dans les rares débats d'idées organisés en Algérie, est symptomatique de cette maltraitance culturelle infligée à notre élite qui se termine toujours par une certaine forme de renouciation. Si comme le rapporte son confrère et ami l'économiste Youcef Bendada, « des générations d'étudiants, qui ont étudié ses écrits ou avec lui, témoignent de l'extraordinaire qualité de son enseignement, son principal

divergence Le management entre tradition et renouvellement, qui un asti et un congruisme déliton, restant le livre de référence obligatoire en la matière à HEC Montréal depuis 1989 », Omar Akrouf a lui le sentiment bien mérité que des esprits comme lui sont tout bonnement voués à l'étranglement complet de la politique incompétente pratiquée à grande échelle par le pouvoir en place. En prenant cette terrible décision de ne plus formuler des analyses sur la société algérienne, ni de continuer à lui trouver des pistes de solutions pour l'aider à s'émanciper en fonction de son humble contribution, l'auteur du testament intellectuel veut surtout attirer l'attention de l'opinion globale et des décideurs sur l'énorme gâchis du potentiel intellectuel ressenti actuellement qui ferait le bonheur de n'importe quelle société occidentale. S'agit-il d'un simple coup de gueule ou d'une position irréversible ? En tout cas si son ami pense que Omar Akrouf mérite bien un Nobel d'économie pour l'ensemble de ses travaux, et aussi parce qu'il s'agit d'un esprit libre qui enrichit la science économique par sa vision totalement nouvelle et moderne de l'économie et du développement, c'est que la perle d'un observateur aussi avisé et aussi efficace dans ses jugements est énorme pour l'Algérie. Cela dit, l'intellectuel dans notre pays ne peut, par ailleurs, se mettre dans la peau d'une victime expiatoire quand lui-même ne fait rien pour faire sauter les verrous. A ce titre, l'écrivain à succès Amin Zaoui a sauté une intéressante conférence à El Kseur, à l'occasion de la parution de son dernier roman *Un incendie au paradis*, sur le rôle de l'intellectuel dans



la société, assistant particulièrement sur son absence lorsqu'il ne s'agit pas carrément de démission. « Il y a, dit-il, silence ou absence de l'intervention de l'intellectuel dans la société », comme pour souligner l'inexistence d'une force intellectuelle qui agit sur le rapport de forces et qui, par conséquent, donne plus de vitalité à la vie politique, sociale ou culturelle. Le romancier ajoute que « la société avance d'un pas saisonnier comme l'actuel intellectuel qui suit ses pas à l'occasion d'événements politiques oubliant d'autres débats sur la religion, l'environnement, l'économie... ». L'image est très critique sur le dispersionnement de l'élite intellectuelle qui manque terriblement de convictions et d'engagement. Pour Amin Zaoui, c'est l'université algérienne comparée à une « guimbarerie » qui en est la cause. Son constat se passe de tout commentaire : « L'université est devenue une école primaire dans le sens où elle n'est pas imprégnée d'universalité et ne participe pas aux débats de société dont renferme sur elle-même. » A. M.

Université de Bouira À l'appel de la LNEA **Grève partielle des étudiants**

L'université Akli Mohand-Oulhadj de Bouira a été, encore une fois, touchée hier par une grève des étudiants. Cette action initiée par la section locale de la Ligue nationale des étudiants algériens (LNEA) a paralysé la majorité des départements et des facultés. Les membres de cette organisation ont soulevé une plateforme de revendications de pas moins de 30 points, relative aux volets pédagogiques et sociaux. Dans ce document, ils dénoncent «la sourde oreille de l'administration de l'université qui refuse même de recevoir les représentants des étudiants». Pour ce qui est du volet pédagogique, les rédacteurs de cette plateforme ont mis l'accent sur «les conditions anarchiques dans lesquelles s'est déroulée la rentrée universitaire 2016-2017 ainsi que le retard qu'enregistrent les opérations de délibération et d'orientations, mais aussi les cours et les TD». Ils réclament aussi «la garantie d'un accès automatique de l'ensemble des étudiants en fin de cycle licence à la première année Master, ainsi que l'ouverture des écoles doctorales dans l'ensemble des départements et des facultés». Ils revendiquent, par ailleurs, «le

manque flagrant dans l'encadrement pédagogique, des salles de cours et ouvrages de référence, ainsi que l'absence de transparence dans l'attribution des bourses d'études à l'étranger pour les étudiants», lit-on dans le même document. Et pour ce qui est du volet social, les grévistes ont réclamé, dans la même plateforme, «l'amélioration des conditions de prise en charge des étudiants au niveau des résidences universitaires mais aussi le renforcement des moyens de transport, l'attribution des chambres au profit des étudiants inscrits en Master, le manque de sécurité et la détérioration des prestations au sein des restaurants universitaires». Les grévistes menacent de «revenir à la charge, en déclenchant une grève illimitée dès la fin du mois si l'administration ne répond pas favorablement à leurs doléances légitimes». Cependant, un bon nombre d'étudiants, notamment ceux des facultés des lettres et langues, sciences économiques et des instituts de technologie et de sport, n'ont pas répondu favorablement à l'appel à la grève de la LNEA.

Oussama Khitouche.

Echanges académiques algéro-allemands **La directrice du DAAD à l'Université Oran 2 «Mohamed Benahmed»**



Houari Barti

La directrice du Bureau de Tunis du «Deutscher Akademischer Austauschdienst» (DAAD), organisme allemand, chargé des échanges académiques, Mme Beate Schindler-Kovats a été l'hôte de l'Université d'Oran 2 'Mohamed Ben Ahmed' dans le cadre d'une visite d'information sur les opportunités d'études et de recherche, dans les universités allemandes. Mme Kovats qui dirige le Bureau régional du DAAD-Tunis pour la Tunisie, l'Algérie et la Libye est, note-t-on, passé avant son escale à l'Université d'Oran 2, par l'université des Sciences et technologie 'Houari Boumédiène' (USTHB) à Alger où elle a eu, également, à informer et conseiller les étudiants, les chercheurs et les partenaires de projets sur «les études et la recherche, en Allemagne, et sur les possibilités de bourses du DAAD». Selon M. Seddiki Aoussine, Professeur d'allemand et conseiller du recteur de l'Université Oran 2, la directrice du DAAD-Tunis a visité, avant-hier, le département d'allemand, à Es-Sénia, ainsi que le nouveau siège du 'Point de Dialogue allemand' (Dialogpunkt Deutsch-DPD) dont les locaux se trouvent dans la nouvelle Faculté des langues à Belgaïd qui

devra ouvrir ses portes, très prochainement. Il a rappelé, par ailleurs, qu'en mai 2016, des représentants du Bureau DAAD Tunis sont allés pour une mission de Fact-Finding, à Alger et ont instauré une collaboration plus étroite et régulière avec l'Algérie. Puisque à présent, le DAAD n'a pas une propre présence en Algérie, le centre d'information DAAD Tunisie informe et conseille les étudiants algériens intéressés, les scientifiques et les chercheurs. Des universités partenaires, des Alumni et des représentants des organisations allemandes avaient, rappelle-t-on, l'opportunité, du 22 au 24 mai derniers, de rencontrer les collègues du DAAD Tunis à Alger pour un échange d'idées.

Aussi, est-il souligné, c'est au 'Goethe Institut Alger' qu'ont été effectués les interviews de sélection pour les bourses du DAAD et un séminaire de préparation pour les boursiers du cours d'été 2016. Le 'Goethe-Institut Alger' et le DAAD Tunis ont instauré une coopération plus étroite en matière de conseils et informations relatifs aux études et possibilités de bourses vers l'Allemagne. Le DAAD propose, à l'avenir, des renseignements sous forme webinaire (des séminaires Web) et des consultations sur Skype pour les candidats algériens.

TIPASA

Portes ouvertes sur l'Ecole supérieure des transmissions de Koléa

Des portes ouvertes sur l'Ecole supérieure des transmissions Abdelhafid-Boussouf de Koléa (Tipasa) ont été abritées, mardi, par cet établissement de formation militaire. La manifestation, ouverte par le commandant de l'école, le Général Bedjerit Farid, a englobé une exposition mettant en exergue l'histoire de cet établissement du corps des transmissions, depuis sa création en pleine guerre de libération nationale jusqu'à nos jours. Le public visiteur de cette exposition a, aussi, eu droit à un aperçu sur les équipements utilisés, dans le domaine, par l'Armée nationale populaire, ainsi que les dernières technologies exploitées dans la formation des élèves des transmissions. La première Ecole nationale des transmissions est née le 8 août

1956 à Nadhor (Maroc) dans le feu de la guerre de libération, avant la création, en 1958, d'une deuxième école similaire dans la base Est de la Révolution, en Tunisie. En 1963, il fut procédé à la création d'une Ecole militaire des transmissions à Beni Messous. Elle a été transférée à Bouzareah (Alger) en 1964.

Après de nombreux changements, elle fut promue en Ecole supérieure en 2008, avec son placement sous la tutelle pédagogique du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. L'école assure aux officiers des cours en commandement et état-major, en plus de cours de perfectionnement, de guerre électronique et transports militaires, aux officiers actifs.

CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LA MÉCANIQUE ET L'AÉRONAUTIQUE

L'Algérie a le potentiel pour développer une industrie aéronautique

Lors de la conférence internationale sur la mécanique et l'aéronautique, des experts ont affirmé que l'Algérie recèle un important potentiel humain et matériel pour développer une industrie aéronautique nationale, s'ouvrir et participer à l'industrie aéronautique internationale, des spécialistes et chercheurs algériens ont plaidé pour une stratégie claire notamment dans la sous-traitance.

Les chercheurs ont souligné la nécessité de créer des passerelles entre le monde scientifique et les industriels afin d'exploiter le potentiel national de l'industrie aéronautique et mécanique pour lancer de nouvelles activités.

Dans son discours, lu en son nom par la directrice générale du développement industriel et technologique au ministère de l'Industrie et des Mines Hassiba Mekraoui, le ministre de l'Industrie et des mines Abdesselam Bouchouareb a relevé la place accordée au secteur de l'aéronautique dans le cadre de l'actuelle politique de filières industrielles. Il a affirmé s'attendre de cette conférence

"Des conclusions qui épousent notre ambition industrielle pour donner plus de force et de profondeur à la politique des filières que nous menons, plus particulièrement dans les domaines de l'aéronautique et la mécanique, élèves des la loi de finances 2013 au rang de filières prioritaires".

Abdelkader Klerum, ingénieur spécialiste dans l'industrie aéronautique au Canada a indiqué à l'APS que "l'Algérie doit trouver sa place dans l'industrie aéronautique mondiale. C'est devenu même une obligation car nos voisins ont déjà pris une avance considérable sur nous dans ce domaine, surtout que la demande existe chez les grands constructeurs (...)".

Selon lui, l'Algérie et le Canada offrent cette opportunité actuellement ajoutant que la sous-traitance dans le domaine de l'aéronautique peut être lancée en Algérie en partenariat notamment avec les canadiens.

"Il suffit juste d'avoir une stratégie claire pour que l'Europe et les autres pays comprennent que l'Algérie veut développer ce secteur et on peut réussir", a-t-il

plaidé. De son côté, le professeur Djerrhjal Mohamed Lamine enseignant à l'École nationale polytechnique souligne que "plusieurs chercheurs algériens travaillent avec des laboratoires étrangers, car même les pays développés ont besoin de compétences".

Pour lui, le développement d'une industrie aéronautique nationale passe par une stratégie bien définie et un financement pour accompagner les recherches scientifiques, ajoutant que "le financement doit être ramené par les industriels qui veulent investir et développer cette activité et en tirer profit".

Le P-dg du Groupe Mécanique Bachir Delum, a également estimé que le potentiel national pour développer une industrie aéronautique est "très important", espérant que la conférence puisse proposer certains mesures d'actions ou de mesures afin de mettre en terre ce potentiel. M. Delum a expliqué que le secteur mécanique national est disposé à s'ouvrir sur de nouvelles filières, notamment celle de l'aéronautique, vu les points communs existants entre les deux

secteurs, "ce qui pourrait constituer un marché important et très rentable".

Interrogée en marge de la conférence Mme Hassiba Mekraoui s'est dite "convaincue" de la capacité nationale à développer une industrie aéronautique, surtout que "plusieurs projets sont exposés dans ce domaine".

Pour sa part, le professeur et directeur du laboratoire aéronautique à l'université de Blida, Allah Abdelmezzak, a souligné que plusieurs recherches sont initiées, tout en insistant sur la nécessité de "rapprocher le monde académique de celui industriel".

Il s'est félicité de la création d'une direction chargée de l'aéronautique au niveau du ministère de l'Industrie et des mines.

Selon lui, l'université algérienne forme des étudiants dans les trois cycles universitaires, Licence, Master et Doctorat en aéronautique avec des programmes académiques certifiés internationalement, alors que "des recherches pointues sont développées par ces étudiants". "Il faudrait juste les financer pour concrétiser des prototypes qui permettraient le

développement de cette activité" a-t-il plaidé.

En marge de cette conférence, 6 conventions doivent être signées entre des laboratoires et des acteurs industriels. Une convention a été signée à l'ouverture de la conférence, entre le laboratoire aéronautique de Blida et d'autres acteurs et sites de recherches aéronautiques.

Organisée conjointement par le ministère de l'Industrie et des Mines et le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, cette conférence de trois jours vise à réunir les compétences scientifiques et les opérateurs industriels des domaines de la mécanique et de l'aéronautique pour renforcer les liens entre les différentes équipes de recherche et le milieu industriel, selon les organisateurs.

L'objectif est d'accroître la collaboration et les échanges scientifiques dans ces domaines, ainsi que présenter au secteur économique, des applications permettant le développement de l'industrie et la sous-traitance nationales dans ces deux filières.

Kamal R.

Ghardaïa : Le 4^e séminaire international sur les énergies nouvelles les 24 et 25 octobre



Le quatrième séminaire international sur les énergies nouvelles et renouvelables se tiendra les 24 et 25 octobre en cours au siège de l'Unité de recherche appliquée en énergie renouvelable (URAER) de Ghardaïa, a-t-on appris auprès des organisateurs.

(Photo : D.R.)

coopération

Santé et enseignement supérieur

Alger et La Havane signent huit conventions dans les secteurs de la santé et de l'enseignement supérieur.

7777

4^e séminaire international sur les énergies nouvelles

Une opportunité d'échange d'expérience

Le quatrième séminaire international sur les énergies nouvelles et renouvelables se tiendra les 24 et 25 octobre en cours au siège de l'Unité de recherche appliquée en énergie renouvelable (URAER) de Ghardaïa, l'objectif de ce séminaire étant de mettre le point sur l'état d'avancement des travaux de recherches dans le domaine des énergies nouvelles et renouvelables, en particulier les applications dans les zones du sud de l'Algérie. Organisé tous les deux ans par l'URAER de Ghardaïa, ce séminaire sur les énergies nouvelles et renouvelables se veut être un espace de rencontres et d'échanges d'expériences professionnelles et pédagogiques entre les ingénieurs, les enseignants et les chercheurs en matière d'énergies propres et durables, a souligné le directeur de l'URAER. En effet, un panel de spécialistes algériens et étrangers prendront part à ce séminaire considéré comme un espace privilégié de débat scientifique et d'exposition des solutions les plus novatrices dans le domaine des énergies renouvelables, a précisé Djelloul Djafar, indiquant que cet événement constitue aussi une opportunité pour l'établissement de partenariats en matière de recherche entre des entités scientifiques algériennes et étrangères. Ce séminaire est également « une opportunité pour une réelle réflexion sur la manière de promouvoir les travaux de recherches effectués par nos chercheurs dans le domaine des énergies nouvelles et renouvelables afin de les concrétiser sur le terrain et de contribuer au développement durable de l'Algérie », a-t-il souligné. « Deux mini-centrales de production d'énergie, l'une thermo-solaire d'une capacité de 10 KW et l'autre photovoltaïque d'une capacité de 30 KW, fabriquées par des chercheurs de l'URAER de Ghardaïa, seront mises en service au sein du siège de l'unité en marge de cette rencontre », a précisé le directeur de cette unité de recherche. Entre autres, les participants auront à s'informer sur l'expérience algérienne en matière d'énergie renouvelable et à formuler des propositions et recommandations visant à renforcer la recherche appliquée dans le domaine, à favoriser les échanges entre chercheurs et à attirer les jeunes à travailler dans ce secteur, qui entre dans le cadre de la promotion de l'économie verte. Inauguré en 1999, l'Unité de recherche appliquée en énergies renouvelables (URAER) de Ghardaïa est affiliée au Centre national de développement des énergies renouvelables. A noter que plusieurs communications et conférences plénières, animées par des chercheurs et spécialistes, sont programmées durant cette rencontre de deux jours, organisée dans un contexte où les énergies renouvelables sont considérées comme la solution idoine pour contribuer à la réduction de la dépendance énergétique, à la préservation de l'environnement, à la limitation des émissions de gaz à effet de serre et à la lutte contre les changements climatiques, a fait savoir le responsable de l'URAER.

Imane Misraoui

AFFECTATION «ANARCHIQUE» DES ÉTUDIANTS DE TAMDA

La direction des œuvres universitaires de Hasnaoua s'indigne

A défaut de réception de places d'hébergement au niveau de Tamda, des centaines d'étudiants, affectés au niveau de ce pôle universitaire, sont finalement pris en charge par d'autres directions des œuvres universitaires, notamment celles du Centre et de Hasnaoua.

Selon le bilan dressé par la direction des œuvres universitaires de la résidence Hasnaoua de Tizi Ouzou, cette année, sur les 6723 nouveaux bacheliers, dont 4446 filles et 2227 garçons, ouvrant droit à l'hébergement, 4422 d'entre eux sont affectés au niveau du pôle pédagogique de Tamda. «Sur les 2889 filles ouvrant droit à l'hébergement au niveau de ce pôle, seulement 900 seront prises en charge par la direction des œuvres universitaires de ce nouveau pôle, alors que 995 résidentes seront orientées vers la résidence U de jeunes filles de Oued Aïssi et 994 seront hébergées au niveau des cités rattachées à la direction des œuvres U de Hasnaoua», a précisé le président de la commission chargée de la

préparation et du suivi de la rentrée universitaire 2016/2017, Ali Amri.

C'est le même marasme que vivent actuellement les nouveaux résidents affectés au niveau de ce nouveau pôle universitaire de Tamda. «Sur les 1533 garçons qui devront être hébergés à Tamda, seulement 700 seront pris en charge par la direction de ce pôle. 698 seront orientés vers la résidence de Rehahlia garçons et 135 autres seront hébergés au niveau des résidences affiliées à la direction de Hasnaoua, selon la même source. Pour faire face à ce genre d'affectations «anarchiques», le même responsable a appelé les autorités locales à procéder à la livraison de nouvelles infrastructures d'hébergement dont la cadence des travaux est en phase de finalisation.

Dans le même ordre d'idée, Ali Amri a fait savoir qu'après ces opérations d'affectations, la quasi-totalité des demandes d'hébergement ont été satisfaites par la direction des œuvres U de Hasnaoua. «Il faut savoir que



la loi régissant le droit à l'hébergement stipule une distance d'éloignement de 30 km pour les filles et 50 km pour les garçons. Mais cette fois-ci, nous sommes allés jusqu'à prendre en charge les filles qui habitent à plus de 25 km et 45 km pour les garçons.

Au total, 1000 étudiants pris en charge et cela vu la spécificité de la région», a-t-il précisé, avant de conclure : «Je dirais que cette situation sera rétablie dès la réception des nouvelles résidences de Tamda et les

blocs d'hébergement de M'douha et Boukhalfa».

Il est à préciser, par ailleurs, que les effectifs de l'université Mouloud-Mammeri ont grossi considérablement durant cette nouvelle rentrée, puisque sur les 11 200 nouveaux bacheliers affectés à l'issue de la période des préinscriptions, il a été enregistré plus de 10 800 nouveaux étudiants qui ont choisi de suivre leur cursus au sein de l'Ummto, à l'issue de la période des inscriptions finales.

Z. C. H

Constantine / Entrepreneuriat

Des universitaires en formation

Jeunesse ■ Soixante et un étudiants ont bénéficié, depuis janvier 2016, d'une formation en entrepreneuriat, selon une responsable de l'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (Ansej).



L'ANSEJ à l'écoute des diplômés

La formation a été effectuée dans le cadre de la convention signée depuis 2004 entre l'Ansej et la maison de l'entrepreneuriat de l'université Constantine 1, a précisé hier mardi Nour Fisli, la responsable de la cellule de l'information et de la communication auprès de l'Ansej, qui s'exprimait en marge de la semaine de l'entrepreneuriat lancée le 16 octobre courant à l'université Constantine 1. Sur le nombre global de ces jeunes diplômés universitaires, initiés aux bases élémentaires de l'entrepreneuriat, 26 universitaires ont suivi une entrepreneuriale dans le cadre du secteur des services, 12 en profes-

sion libérale, 9 en industrie, 8 dans le créneau du bâtiment, travaux publics et hydraulique (BTPH) et 6 autres dans l'agriculture, a détaillé la responsable, rappelant que 251 jeunes avaient bénéficié d'une formation similaire en 2015. Cette manifestation de cinq jours porte sur l'organisation de sessions de formation pratique et théorique sur les méthodes et les techniques de création d'une microentreprise dans le cadre de l'Ansej, a indiqué de son côté le directeur de la maison de l'entrepreneuriat, enseignant au département des transports, Abdelatif Laâyab. L'initiative vise à développer l'esprit entrepreneurial dans le

milieu universitaire avec comme objectif de donner aux étudiants de fin de cycle les outils et les méthodes nécessaires pour accéder au monde de la petite et moyenne entreprise (PME), a-t-il expliqué. Innovation et entrepreneuriat, préparation des idées pour créer un projet, les dispositifs Ansej et banque, les techniques de l'entrepreneuriat sont les thèmes qui ont été traités lors de cette formation dispensée par des cadres de l'Ansej, de la Banque extérieure d'Algérie (BEA), de la Chambre de commerce et d'industrie (CCI-Rhumel), des entrepreneurs et des chercheurs universitaires, a-t-il fait savoir. «Etre entre-

preneur veut dire transformer une idée en projet concret, un rêve en réalité», a encore précisé Sadek Gueridi, cadre à l'Ansej et l'un des formateurs, certifié par le Bureau international de travail (BIT), ajoutant que le programme de cette formation qui reste une grande opportunité pour aider les diplômés universitaires à devenir des créateurs d'emploi, a pour objectif aussi de contribuer au développement économique du pays en répondant à la demande de création d'entreprises notamment dans les secteurs stratégiques.

R. L. / APS

INITIÉE PAR LA LIGUE NATIONALE DES ÉTUDIANTS ALGÉRIENS (LNEA)

Grève générale à l'université de Bouira

L'université Akli-Mohend-Oulhadj de Bouira est encore une fois paralysée par un mouvement de grogne de la part des étudiants. Ainsi, dans la matinée d'hier, l'ensemble des départements que compte cette université sont bloqués par une grève générale initiée par la Ligue nationale des étudiants algériens (LNEA) de Bouira. Cette organisation estudiantine entend, par ce mouvement, protester contre les conditions d'études qu'elle juge déplorables. En effet, tôt dans la matinée d'hier, tous les amphithéâtres étaient fermés par les étudiants, ainsi que les différentes administrations. À l'entrée du département de droit, une grande banderole a été affichée, où on pouvait lire : "Les étudiants vivent un calvaire, halte au

mépris !", ou en encore "Les étudiants ne sont pas du bétail !" Aux yeux des grévistes, le rectorat et la DOU sont clairement responsables de l'abandon pur et simple des étudiants. "Les étudiants vivent dans la misère et la précarité les plus absolues", tonnera un syndicaliste de la LNEA. Avant d'ajouter : "Depuis la rentrée, on n'a eu de cesse d'interpeller l'administration sur les difficultés qu'on endure, mais hélas, les responsables continuent encore et toujours de faire la sourde oreille", fera-t-il savoir. D'autres étudiants grévistes déclarent que cette grève est le fruit d'un consensus autour d'un "ras-le bol généralisé", lequel touche la communauté estudiantine. "On vise à travers cette action, à interpeller l'administration et la direction des œuvres universitaires

pour améliorer nos conditions", soulignera Isam, un syndicaliste de la Ligue estudiantine. Interrogé sur les problèmes qui gangrènent les cités universitaires au niveau de la wilaya, notre interlocuteur dressera un constat des plus sombres : "On dort dans des cages à poules ! Les conditions d'hygiène sont des plus rudimentaires. De plus, l'alimentation laisse souvent à désirer." D'autres étudiants remettent en cause la gestion du DOU de Bouira et dénoncent les "fausses promesses" de ce responsable. "On nous a promis le transport, on nous a, également, promis une meilleure prise en charge des conditions d'hébergement. Mais à ce jour, rien n'a été concrétisé", déplorent-ils.

R. B.

Avis d'experts

L'Algérie peut s'ouvrir et participer à l'industrie aéronautique à l'international

■ L'Algérie recèle un important potentiel humain et matériel pour développer une industrie aéronautique nationale, s'ouvrir et participer à l'industrie aéronautique internationale, ont estimé mardi à Alger des experts qui plaident pour une stratégie claire, notamment dans la sous-traitance.

Par Ryad F.

Lors de la conférence internationale sur la mécanique et l'aéronautique, des spécialistes et chercheurs algériens ont souligné la nécessité de créer des passerelles entre le monde scientifique et les industriels afin d'exploiter le potentiel national de l'industrie aéronautique et mécanique pour lancer de nouvelles activités.

Dans son discours, lu en son nom par la directrice générale du développement industriel et technologique au ministère de l'Industrie et des mines Mme Hassiba Mokraoui, le ministre de l'Industrie et des Mines Abdesselam Bouchouaret a relevé la place accordée au secteur de l'aéronautique dans le cadre de la factuelle politique de filières industrielles.

Il a affirmé s'attendre de cette conférence «des conclusions qui épousent notre ambition industrielle pour donner plus de force et de profondeur à la politique des filières que nous menons, plus particulièrement dans les domaines de l'aéronautique et la mécanique, élevés dès la loi de finances 2015, au rang de filières prioritaires».

Abdelkader Kherrat, ingénieur spécialiste dans l'industrie aéronautique au Canada a indiqué à l'APS que «l'Algérie, doit trouver sa place dans l'industrie aéronautique mondiale. C'est devenue même une obligation, car



nos voisins ont déjà pris une avancée considérable sur nous dans ce domaine, surtout que la demande existe chez les grands constructeurs (...)».

Selon lui, l'Algérie et le Canada offrent cette opportunité actuellement ajoutant que la sous-traitance dans le domaine de l'aéronautique peut être lancée en Algérie en partenariat notamment avec les canadiens.

«Il suffit juste d'avoir une stratégie claire pour que l'Europe et les autres pays comprennent que

l'Algérie veut développer ce secteur et on peut réussir», a-t-il plaisé.

De son côté, le professeur Djeghlal Mohamed Lamine, enseignant à l'Ecole nationale polytechnique souligne que «plusieurs chercheurs algériens travaillent avec des laboratoires étrangers, car même les pays développés ont besoin de compétences».

Pour lui, le développement d'une industrie aéronautique nationale passe par une stratégie

bien définie et un financement pour accompagner les recherches scientifiques, ajoutant que «le financement doit être ramené par les industriels qui veulent investir et développer cette activité et en tirer profit».

Le P-dg du Groupe Mécanique Bachir Dehimi, a également estimé que le potentiel national pour développer une industrie aéronautique est «très important», espérant que la conférence puisse proposer certains nombres d'actions ou de

mesures afin de mettre en oeuvre ce potentiel.

M. Dehimi a expliqué que le secteur mécanique national est disposé à s'ouvrir sur de nouvelles filières, notamment celle de l'aéronautique, vu les points communs existants entre les deux secteurs, «ce qui pourrait constituer un marché important et très rentable».

Interrogée en marge de la conférence M^{me} Hassiba Mokraoui, s'est dite «convaincue» de la capacité nationale à développer une industrie aéronautique, surtout que «plusieurs projets sont exprimés dans ce domaine».

Pour sa part, le professeur et directeur du laboratoire aéronautique à l'université de Blida, Ali Al Abderrzak, a indiqué que plusieurs recherches sont initiées, tout en insistant sur la nécessité de «rapprocher le monde académique de celui industriel».

Il s'est félicité de la création d'une direction chargée de l'aéronautique au niveau du ministère de l'Industrie et des Mines.

Selon lui, l'université algérienne forme des étudiants dans les trois cycles universitaires, Licence, Master et Doctorat en aéronautique avec des programmes académiques certifiés internationalement, alors que «des recherches pointues sont développées par ces étudiants».

«Il faudrait juste les financer pour concrétiser des prototypes qui permettront le développement de cette activité», a-t-il plaidé.

En marge de cette Conférence, 6 conventions devaient être signées entre des laboratoires et des acteurs industriels. Une convention a été signée à l'ouverture de la conférence, entre le laboratoire aéronautique de Blida et d'autres acteurs et sites de recherches aéronautiques.

Organisée conjointement par le ministère de l'Industrie et des mines et le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, cette conférence de trois jours vise à réunir les compétences scientifiques et les opérateurs industriels des domaines de la mécanique et de l'aéronautique pour renforcer les liens entre les différentes équipes de recherche et le milieu industriel, selon les organisateurs.

L'objectif est d'accroître la collaboration et les échanges scientifiques dans ces domaines, ainsi que présenter au secteur économique, des applications permettant le développement de l'industrie et la sous-traitance nationales dans ces deux filières.

R. F./APS

4^e séminaire international les 24 et 25 octobre à Ghardaïa

Les énergies nouvelles sous la loupe

■ Le quatrième séminaire international sur les énergies nouvelles et renouvelables se tiendra les 24 et 25 octobre en cours au siège de l'Unité de recherche appliquée en énergie renouvelable (URAER) de Ghardaïa, a-t-on appris auprès des organisateurs.



Organisé tous les deux ans par l'URAER de Ghardaïa, ce séminaire sur les énergies nouvelles et renouvelables se veut être un espace de rencontres et d'échanges d'expériences professionnelles et pédagogiques entre les ingénieurs, les enseignants et les chercheurs en matière d'énergies propres et

durables, a indiqué à l'APS le directeur de l'URAER.

Un panel de spécialistes algériens et étrangers prendront part à ce séminaire considéré comme un espace privilégié de débat scientifique et d'exposition des solutions les plus novatrices dans le domaine des énergies renouvelables, a précisé Djelloul Djafar, indiquant que cet évé-

nement constitue aussi une opportunité pour l'établissement de partenariats en matière de recherche entre des entités scientifiques algériennes et étrangères.

Ce séminaire est également «une opportunité pour une réelle réflexion sur la manière de promouvoir les travaux de recherches effectués par nos cher-

cheurs dans le domaine des énergies nouvelles et renouvelables afin de les concrétiser sur le terrain et de contribuer au développement durable de l'Algérie», a-t-il souligné.

Deux mini-centrales de production d'énergie, l'une thermique d'une capacité de 10 KW et l'autre photovoltaïque d'une capacité de 30 KW, fabriquées par des chercheurs de l'URAER de Ghardaïa, seront mises en service au sein du siège de l'unité en marge de cette rencontre, a précisé le directeur de cette unité de recherche.

Plusieurs communications et conférences plénières, animées par des chercheurs et spécialistes, sont programmées durant cette rencontre de deux jours, organisée dans un contexte où les énergies renouvelables sont considérées comme la solution idoine pour contribuer à la réduction de la dépendance énergétique, à la préservation de l'environnement, à la limitation des émissions de gaz à effet de serre et à la lutte contre les changements climatiques, a souligné le responsable de l'URAER.

Les participants auront à s'informer sur l'expérience algérienne en matière d'énergies renouvelables et à formuler des propositions et recommandations visant à renforcer la recherche appliquée dans le domaine, à

favoriser les échanges entre chercheurs et à attirer les jeunes à travailler dans ce secteur, qui entre dans le cadre de la promotion de l'économie verte.

Inauguré en 1999, l'Unité de recherche appliquée en énergies renouvelables (URAER) de Ghardaïa est affiliée au Centre national de développement des énergies renouvelables.

Son ambition est de devenir une plateforme internationale d'expérimentation et un nœud de communication régional dans le développement et la vulgarisation des énergies renouvelables ainsi que la maîtrise des nouvelles technologies dans le domaine des énergies nouvelles, précisent les responsables.

«Prix du journaliste professionnel du président de la République»

Deuxième édition le 22 octobre

La cérémonie de la deuxième édition du Prix du journaliste professionnel du président de la République aura lieu samedi prochain, a indiqué, mardi, le ministère dans un communiqué. La cérémonie organisée sous le haut patronage du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, intervient à l'occasion de la Journée nationale de la presse, célébrée le 22 octobre.

Le thème choisi pour cette deuxième édition est «la femme algérienne, acteur majeur du développement économique et social». Il est également souligné que cette Journée nationale de la presse sera célébrée dans l'ensemble des 48 wilayas du pays. Par ailleurs, le ministère fait savoir que dans la même journée, le ministre de la Communication, Hamid Grine, procédera, en compagnie du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Tahar Hadjar, à la baptisation d'un amphithéâtre du nom du défunt moudjahid, directeur

du journal *El Moudjahid*, Nouredine Nait Mazi, et cela à l'Ecole nationale supérieure de journalisme et des sciences de l'Information. Le Président Bouteflika avait annoncé, rappelle-t-on, le 3 mai 2015, à l'occasion de la Journée internationale de la presse, l'institution de ce prix «en reconnaissance de la nation pour les efforts sou-

tenus et dévoués des journalistes professionnels». Ce prix national a pour but de récompenser les meilleures œuvres journalistiques réalisées, soit individuellement ou à titre collectif, par des journalistes professionnels. Il est décerné dans les différentes catégories constituant la presse, en l'occurrence la presse écrite, audiovisuelle

ainsi que l'illustration et la presse électronique. Le prix du président de la République consiste en l'attribution d'un certificat de mérite et d'une récompense financière dont le montant est fixé selon des critères bien précis, et ce, suite à un concours organisé par le ministère chargé de la Communication.

Prix du journaliste professionnel du président de la République

La cérémonie de la deuxième édition samedi prochain

Le ministère de la Communication organise la cérémonie de la deuxième édition du Prix du journaliste professionnel du président de la République, samedi prochain, a indiqué le ministre dans un communiqué. La cérémonie organisée, sous le haut patronage du Président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika, intervient à l'occasion de la Journée nationale de la presse, célé-

brée le 22 octobre. Le thème choisi pour cette deuxième édition a pour thème «la femme algérienne, acteur majeur du développement économique et social». Il est également, souligné que cette Journée nationale de la presse sera célébrée dans l'ensemble des 48 wilayas du pays. Par ailleurs, le ministère fait savoir que dans la même journée, le ministre de la Communication,

Hamid Grine, procédera, en compagnie du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Tahar Hadjar, à la baptisation d'un amphithéâtre du nom du défunt moudjahid, directeur du journal El Moudjahid, Noureddine Naït Mazi, et cela à l'Ecole nationale supérieure de journalisme et des sciences de l'information. Le président Bouteflika avait annoncé, rappelle-t-on,

le 3 mai 2015, à l'occasion de la Journée internationale de la presse, l'institution de ce prix «en reconnaissance de la nation pour les efforts soutenus et dévoués des journalistes professionnels». Ce prix national a pour but de récompenser les meilleures œuvres journalistiques réalisées soit individuellement, ou à titre collectif par des journalistes professionnels. Il est décerné dans les diffé-

rentes catégories constituant la presse, en l'occurrence la presse écrite, audiovisuelle ainsi que l'illustration et la presse électronique. Le prix du Président de la République consiste en l'attribution d'un certificat de mérite et d'une récompense financière dont le montant est fixé selon des critères bien précis, et ce, suite à un concours organisé par le Ministère chargé de la Communication.

Industrie aéronautique

L'Algérie peut s'ouvrir et participer à l'international

L'Algérie recèle un important potentiel humain et matériel pour développer une industrie aéronautique nationale, s'ouvrir et participer à l'industrie aéronautique internationale, ont estimé mardi à Alger des experts qui plaident pour stratégie claire notamment dans la sous-traitance. Lors de la conférence internationale sur la mécanique et l'aéronautique, des spécialistes et chercheurs algériens ont souligné la nécessité de créer des passerelles entre le monde scientifique et les industriels afin d'exploiter le potentiel national de l'industrie aéronautique et mécanique pour lancer de nouvelles activités. Dans son discours, lu en son nom par la directrice générale du développement industriel et technologique au ministère de l'Industrie et des mines Mme Hassiba Mokraoui, le ministre de l'Industrie et des mines M. Abdesselam Bouchouareb a relevé la place accordée au secteur de l'aéronautique dans le cadre de la l'actuelle politique de filières industrielles. Il a affirmé s'attendre de cette conférence «des conclu-

sions qui épousent notre ambition industrielle pour donner plus de force et de profondeur à la politique des filières que nous menons, plus particulièrement dans les domaines de l'aéronautique et la mécanique, élevés dès la loi de finances 2015, au rang de filières prioritaires». Abdelkader Kherrat, ingénieur spécialiste dans l'industrie aéronautique au Canada a indiqué que «l'Algérie, doit trouver sa place dans l'industrie aéronautique mondiale. C'est devenue même une obligation, car nos voisins ont déjà pris une avancée considérable sur nous dans ce domaine, surtout que la demande existe chez les grands constructeurs (...)». Selon lui, l'Algérie et le Canada offrent cette opportunité actuellement ajoutant que la sous-traitance dans le domaine de l'aéronautique peut être lancée en Algérie en partenariat notamment avec les canadiens. «Il suffit juste d'avoir une stratégie claire pour que l'Europe et les autres pays comprennent que l'Algérie veut développer ce secteur et on peut réussir», a-t-il plaidé. De son côté,

le professeur Djeghlal Mohamed Lamine, enseignant à l'Ecole nationale polytechnique souligne que «plusieurs chercheurs algériens travaillent avec des laboratoires étrangers, car même les pays développés ont besoin de compétences». Pour lui, le développement d'une industrie aéronautique nationale passe par une stratégie bien définie et un financement pour accompagner les recherches scientifiques, ajoutant que «le financement doit être ramené par les industriels qui veulent investir et développer cette activité et en tirer profit». Le Pdg du Groupe Mécanique Bachir Dehimi, a également estimé que le potentiel national pour développer une industrie aéronautique est «très important», espérant que la conférence puisse proposer certains nombres d'actions ou de mesures afin de mettre en oeuvre ce potentiel. M. Dehimi a expliqué que le secteur mécanique national est disposé à s'ouvrir sur de nouvelles filières, notamment celle de l'aéronautique, vu les points communs existants entre les deux sec-

teurs, «ce qui pourrait constituer un marché important et très rentable». Interrogée en marge de la conférence Mme Hassiba Mokraoui, s'est dite «convaincue» de la capacité nationale à développer une industrie aéronautique, surtout que «plusieurs projets sont exprimés dans ce domaine». Pour sa part, le professeur et directeur du laboratoire aéronautique à l'université de Blida, Allali Abderrezak, a indiqué que plusieurs recherches sont initiées, tout en insistant sur la nécessité de «rapprocher le monde académique de celui industriel». Il s'est félicité de la création d'une direction chargée de l'aéronautique au niveau du ministère de l'Industrie et des mines. Selon lui, l'université algérienne forme des étudiants dans les trois cycles universitaires, Licence, Master et Doctorat en aéronautique avec des programmes académiques certifiés mondialement, alors que «des recherches pointues sont développées par ces étudiants». Il faudrait juste les financer pour concrétiser des prototypes qui permettront le déve-

loppement de cette activité», a-t-il plaidé. En marge de cette Conférence, 6 conventionnées doivent être signées entre des laboratoires et des acteurs industriels. Une convention a été signée à l'ouverture de la conférence, entre le laboratoire aéronautique de Blida et d'autres acteurs et sites de recherches aéronautiques. Organisée conjointement par le ministère de l'Industrie et des mines et le ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique, cette conférence de trois jours vise à réunir les compétences scientifiques et les opérateurs industriels des domaines de la mécanique et de l'aéronautique pour renforcer les liens entre les différentes équipes de recherche et le milieu industriel, selon les organisateurs. L'objectif est d'accroître la collaboration et les échanges scientifiques dans ces domaines, ainsi que présenter au secteur économique, des applications permettant le développement de l'industrie et la sous-traitance nationales dans ces deux filières.

8^{ème} ÉDITION DU FESTIVAL INTERNATIONAL DU THÉÂTRE DE BÉJAÏA

En hommage à l'homme de lettres Nabil Farès

LA FRANCE est l'invité d'honneur de cette 8^{ème} édition qui verra la participation de 26 compagnies théâtrales représentant 17 pays dont l'Algérie.

■ BOUALEM CHOUALI

La 8^{ème} édition du Festival international du théâtre de Béjaïa se tiendra du 29 octobre au 4 novembre 2016. Avec l'Algérie, 16 pays, représentés par 26 compagnies théâtrales, prendront part à cette édition.

La nouveauté de cette nouvelle édition consiste en le grand stage international de 14 jours au profit des jeunes comédiens algériens et le séminaire de formation sur la critique théâtrale au profit des journalistes algériens animé par une éminente personnalité de la critique journalistique dans le monde du théâtre, M. Jean-Pierre Han.

Une quarantaine de stagiaires bénéficieront d'un atelier de formation de 14 jours sur le théâtre de rue et le cirque qui débutera le 22 octobre prochain, et sera encadré par Mauricio Celedon. Il est aussi question dans cette nouvelle édition d'un master class qui sera encadré par Alexis Michalik, auteur, comédien et metteur en scène franco-britannique.

La cérémonie d'ouverture solennelle se passera à l'esplanade de la Maison de la culture, quant à celle relative à l'ouverture des spectacles théâtraux elle se déroulera à la grande salle du théâtre régional Abdelmalek Bouguermouh. C'est par le Molière 2014 (le Molière du meilleur texte, et le Molière de la meilleure mise en scène) d'Alexis Michalik que sera donné le coup d'envoi des spectacles théâtraux au niveau de la grande salle du



Un grand homme de lettres nous a quittés

TRB. Plus d'une vingtaine d'espaces de représentations sont prévus pour accueillir les spectacles.

Les deux salles du TRB, les deux salles de la Maison de la culture, les centres culturels des communes d'Amizour, de Souk El-Tenine et d'Akbou, les résidences universitaires de l'université de Béjaïa, ainsi que les wilayas de Jijel, de Tizi Ouzou et d'Alger accueilleront des représentations théâtrales dans le cadre de cette 8^{ème} édition.

Des spectacles de rue, des programmes de proximité et des expositions auront lieu pendant toute la durée du festival.

Un programme pour enfant, une table ronde autour du théâtre amazigh sont aussi au programme. Dans ce même chapitre relatif au théâtre d'expression amazigh, il est prévu aussi une journée d'étude sur l'œuvre de Mohia et le théâtre d'expression amazigh. Sur le registre relatif au colloque, le commissariat du festival a arrêté une thématique

intitulée « le théâtre et la mythologie dans le Bassin méditerranéen ».

En outre, sur le registre des hommages, fidèle à sa tradition des éditions précédentes, le Fitb qui rend hommage comme à chaque année pour une personnalité du monde de la culture ; l'édition de cette année sera dédiée, à titre posthume, à l'écrivain, psychanalyste et homme de lettres Nabil Farès, qui nous a quittés le 30 août dernier. Une journée d'étude sur son parcours et ses œuvres lui sera consacrée.

Par ailleurs, sur la question relative au nerf de la guerre, cette 8^{ème} édition est ponctionnée de près de 50% de sa subvention initiale en raison des restrictions budgétaires imposées par le ministère de la Culture.

A cet effet, le commissariat est tenu de se restreindre en matière de dépenses et surtout de réduire au maximum les dépenses inutiles.

Une situation qui tarabuste l'esprit du commissaire du festival, M. Omar Fetmouche qui ne rate aucune occasion pour faire appel aux sponsors des industriels de l'ex-capitale des Hammadites. - Il est vrai que ce festival est international, c'est une vitrine pour le pays, mais surtout pour la ville la plus culturelle de Yemma Gouraya, donc je lance un appel à tous ceux qui peuvent nous venir en aide afin de pérenniser ce festival et surtout le porter au rang des grands rendez-vous théâtraux internationaux. -

B. C.